

Autoroute A69 : un projet sous tension



Autoroute A69 : un projet sous tension

Autoroute A69 : entre dernière ligne droite du chantier et vigilance judiciaire, un projet sous tension

À quelques jours d'une nouvelle étape judiciaire décisive, le chantier de l'autoroute A69 poursuit sa progression rapide entre Toulouse et Castres. Si les conclusions du rapporteur public laissent entrevoir une validation de l'autorisation environnementale, l'affaire met en lumière les multiples enjeux qui entourent l'un des projets routiers les plus observés de France : impact territorial, inquiétudes écologiques, stratégie politique et lourde mécanique administrative.

Un projet qui avance, malgré un calendrier heurté

Sur le terrain, difficile d'ignorer que la construction entre dans sa phase la plus intense. Depuis la fin de l'été, les deux centrales à enrobé installées dans le Tarn tournent à plein régime. « Nous sommes désormais dans la portion la plus technique : revêtements, raccordements, ouvrages de sécurité », explique une ingénieure présente sur le site, qui confirme que la majorité des structures lourdes sont désormais achevées.

Le concessionnaire vise toujours une mise en service fin 2026. Pour les entreprises locales, cette dernière impulsion est synonyme d'activité soutenue. « Entre la logistique et les marchés annexes, c'est une bouffée d'air pour le secteur », souligne un transporteur de la vallée du Girou.

Une décision de justice très attendue, mais un mécanisme complexe

L'audience en appel à Toulouse intervient après deux ans de rebondissements juridiques :

- **avril 2023** : début du chantier ;
- **2023** : contestations de l'autorisation environnementale ;
- **février 2025** : annulation de cette autorisation par le tribunal administratif ;
- **mai 2025** : sursis à exécution permettant la reprise des travaux ;
- **décembre 2025** : conclusions du rapporteur public recommandant d'annuler le jugement de février.

Pour le grand public, le rôle du rapporteur public reste souvent opaque. Pourtant, son intervention pèse lourd. Il analyse le dossier, propose une solution juridique et éclaire les juges, qui suivent son avis dans une large majorité des cas. « Ce n'est pas une prophétie, mais une indication forte », rappelle un spécialiste du droit administratif toulousain.

Un chantier sous contrôle renforcé après les dépassements constatés

« On nous avait promis des mesures strictes... Voilà la réalité », déplore un membre du collectif **La Voie est Libre**, qui prépare déjà sa réaction en fonction de la décision de la cour. Pour les opposants, l'audience de jeudi n'est pas une fin, mais un jalon de plus dans un combat qu'ils jugent essentiel.

Entre désenclavement et contestation : un débat territorial bien vivant

Dans les communes situées entre Castres et Toulouse, les avis continuent de diverger. Certains voient dans l'autoroute un moteur de désenclavement pour le sud du Tarn, d'autres une cicatrice irréversible. À Lavar, une commerçante estime que « l'arrivée plus rapide des clients de la périphérie pourrait redynamiser le centre ». À l'inverse, un agriculteur de Verfeil regrette « la perte d'espaces agricoles au profit d'un modèle de mobilité dépassé ».

Ce contraste illustre l'ambivalence d'un projet à la croisée des logiques économiques et des préoccupations écologiques contemporaines.

Un enjeu politique national

Un projet qui cristallise les tensions, à la veille d'un verdict clé

Quel que soit le verdict, l'autoroute aura d'ores et déjà façonné le débat public autour des grands aménagements : comment construire, à quel prix, et pour quels usages futurs ?